

## **20230328 Mediapart**

<https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/280323/cantonnés-des-métiers-pénibles-les-travailleurs-immigrés-au-cœur-des-cortèges>

[Retraites : le coup de force de Macron](#) [Reportage](#)

# **Cantonnés à des « métiers pénibles », les travailleurs immigrés au cœur des cortèges**

*Ils sont de toutes les manifestations ou presque depuis le début de la mobilisation contre la réforme des retraites. Les personnes étrangères, avec ou sans papiers, refusent d'en être les « oubliées » et espèrent voir émerger une convergence des luttes, dans le contexte du projet de loi immigration à venir.*

[Nejma Brahim](#)

28 mars 2023 à 20h18

*« On est mobilisés contre cette réforme depuis le début, comme dans tous les mouvements sociaux d'ailleurs, clame Bchira Ben Nia, place de la République, à Paris, peu avant que le cortège ne s'élançe à 14 heures. Il ne faut pas oublier qu'on fait partie des travailleurs, même si on est étrangers ou sans-papiers. »*

Déléguée de la Coordination des sans-papiers de Paris (CSP75), la Tunisienne a participé à toutes les manifestations contre la réforme des retraites, aux côtés de ses « camarades ». Elle ne pensait pas venir ce mardi, trois jours seulement après la mobilisation contre la loi immigration de Gérald Darmanin organisée à Paris.

Mais elle se devait de venir soutenir les autres. *« Les étrangers sont surreprésentés dans les métiers manuels et pénibles. Les femmes le sont particulièrement dans les métiers du soin. Vous pensez qu'ils vont tenir jusqu'à 64 ans ? »*, interroge-t-elle, expliquant que cette lutte est *« aussi la leur »*.



Bchira Ben Nia est venue en soutien aux travailleurs sans papiers à la manifestation contre la réforme des retraites. © Nejma Brahim / Mediapart.

Après avoir travaillé sans papiers durant six ans en tant qu'aide à domicile, Bchira Ben Nia a pu régulariser sa situation en 2021. « *Même si on est déclaré-e, on ne cotise pas toujours pour la retraite si on n'a pas de numéro de Sécurité sociale. On est des travailleurs et travailleuses mais on n'est pas sur un même pied d'égalité avec les autres. Les gens ne le voient pas, mais nous on le vit au quotidien.* »

Dans le cortège parisien, elle retrouve Joëlle, un soutien de la CSP75, venue elle aussi dénoncer la réforme des retraites et ses effets sur les Français·es comme sur les étrangers et étrangères. Elle évoque la loi Darmanin, pour laquelle « *il faut sensibiliser l'opinion publique* », y compris dans le cadre de la mobilisation sociale contre la réforme des retraites.

« *Ils ont repoussé l'examen du texte puis annoncé une loi à la découpe. Mais ça risque d'être bien pire. On est sur une criminalisation en puissance des étrangers* », alerte-t-elle. Bchira et Joëlle arborent des tracts, collés sur leur veste ou leur jean, qui donnent le ton : « *Darmanin ne fera pas sa loi !* »



Les grévistes du groupe La Poste et les sans-papiers de la CSP93 manifestaient, mardi 28 mars, aux côtés des opposants à la réforme des retraites. © Nejma Brahim / Mediapart.

Boulevard Voltaire, toutes deux retrouvent les grévistes du groupe La Poste, qui luttent pour leur régularisation depuis près d'un an et demi et sont de toutes les manifestations contre la réforme des retraites. Au micro et au rythme des tam-tam, la trentaine d'hommes scande : « *41 ans de taff, ça use, ça use ; 42 ans, ça use, ça use ; 43 ans, c'est NON !* » ou encore « *Macron nous fait la guerre, les patrons aussi !* ».

C'est important qu'on soit là car on est les premiers concernés, en tant que travailleurs manuels et ouvriers.

Aboubacar Dembele, travailleur sans papiers

Sur le bas-côté, Carlos, retraité, les félicite une pancarte à la main et un sourire aux lèvres. « *Ce sont eux, les travailleurs de l'ombre, qui ont tenu le pays pendant le Covid, les aides-soignants, les éboueurs, les livreurs et les ouvriers. Et c'est à eux qu'on va faire payer deux années de plus. C'est insupportable.* »

Aboubacar Dembele, un des leaders du mouvement de grève chez Chronopost, à Alfortville, dénonce le « *mépris* » du gouvernement et de la préfecture, qui se renvoient sans cesse la

balle quant à leur sort. « *On dit non à cette réforme. C'est important qu'on soit là car on est les premiers concernés, en tant que travailleurs manuels et ouvriers. C'est une réforme injustifiée : on nous dit qu'il n'y a pas d'argent, c'est une insulte à l'intelligence. Qu'ils arrêtent de supprimer des emplois et il y aura plus de cotisants* », résume-t-il, estimant qu'Emmanuel Macron veut « *faire plaisir* » au patronat et au monde de la finance.

Ses amis et lui tiennent à associer les deux luttes, celle contre la réforme d'une part, celle contre la loi Darmanin d'autre part, en faisant avancer les travailleuses et travailleurs étrangers et français main dans la main. « *Le gouvernement veut faire croire aux gens que le problème, c'est l'immigration. Mais en réalité, ce sont les patrons voyous. On est face à un gouvernement libéral qui ne veut écouter personne.* »

Les grévistes de la société d'intérim RSI, qui luttait à leurs côtés, ont obtenu 83 récépissés avec six mois d'autorisation de travail depuis le début de leur [mobilisation](#) fin 2021. À Alfortville, le nombre de grévistes a grimpé, passant à 200. « *On veut être régularisés et on veut avoir une retraite digne* », conclut Aboubacar.

Pour Mehdi Zenda aussi, il est nécessaire d'« *élargir* » la mobilisation contre la réforme des retraites à d'autres luttes, dont celle des sans-papiers. Nous le retrouvons à l'approche de la place de la Nation, où s'achève la manifestation en fin de journée. L'étudiant algérien, inscrit à l'université Paris VIII, fait l'objet d'un harcèlement en ligne depuis qu'il a tenu un discours en ce sens, samedi 25 mars, à l'occasion de la manifestation contre la loi Darmanin.



Mehdi Zenda, 23 ans, est étudiant algérien et s'oppose à la réforme des retraites, comme à la loi Darmanin.  
© Nejma Brahim / Mediapart.

« *J'ai dit que la tour Eiffel avait été faite par les travailleurs immigrés. C'est peut-être faux, mais tout le monde a compris ce que j'entendais par là. On ne peut pas nier que les immigrés ont beaucoup contribué à la construction des infrastructures en France. Tout comme ils faisaient tourner l'économie durant le Covid* », explicite-t-il, regrettant que l'extrême droite s'acharne sur lui depuis cette prise de parole sur les réseaux sociaux.

Sur CNews, Jean Messiha est allé jusqu'à appeler au retrait de son titre de séjour, raconte-t-il, éberlué. « *L'extrême droite comme le gouvernement ne supportent pas l'idée qu'on puisse*

*s'unir dans des luttes différentes* », estime le militant du Poing levé et de Révolution permanente.

*« La réforme des retraites, pour les étrangers, c'est un avenir de misère. On imagine mal des mères immigrées arrivées à 30 ans ou des étudiants qui finissent leurs études à 30 ans travailler 43 ans. C'est juste inconcevable, surtout quand on sait qu'ils font des métiers pénibles », conclut-il.*

[Nejma Brahim](#)